

Anatole Toinar MOGOTA

*Faculté de Droit et Sciences Économiques, Université de Sarh (U.D.S)
E-mail : atmogota@gmail.com / toinar@yahoo.fr*

Mobilisation des revenus fiscaux et gouvernance en Afrique Sub-Saharienne : le rôle des inégalités de revenu

Résumé : Une des préoccupations des gouvernements des pays en développement est de pouvoir mobiliser le maximum des ressources propres pour une redistribution plus équitable. Une attention particulière est donc portée sur la mobilisation des revenus fiscaux. Cet article applique l'estimateur des moindres carrés généralisés aux données de 22 pays d'Afrique Subsaharienne sur la période 2000 à 2016. Il souligne que les secteurs manufacturier et agricole sont pourvoyeurs des revenus fiscaux et que la dette extérieure en est un frein. Par ailleurs, les revenus fiscaux des pays de la zone sont fortement dépendants des activités d'import-export et l'accroissement de la population fait baisser ceux-ci indiquant qu'il faille évoluer vers la taxe sur la consommation que de se focaliser sur l'impôt sur le revenu des personnes. Nous découvrons un effet d'évitement des recettes fiscales lié à l'aide publique au développement qui sape l'effort fiscal dans un contexte de faiblesse institutionnelle. Enfin, l'article montre que l'atteinte simultanée des objectifs de réduction des inégalités d'une part et de hausse des revenus fiscaux d'autre part est peu réaliste dans un contexte de mauvaise gouvernance.

Mots Clés : Revenus fiscaux, Gouvernance, Inégalité, Afrique subsaharienne.

Tax revenue mobilization and governance in Sub-Saharan Africa: the role of income inequalities

Abstract: One of the concerns of developing country governments is to mobilize the maximum amount of their own resources for a more equitable redistribution. Special attention is therefore paid to the mobilization of tax revenues. This paper applies the generalized least squares estimator to data from 22 Sub-Saharan African countries over the period 2000 to 2016. It highlights the fact that the manufacturing and agricultural sectors are providers of fiscal revenues, and that external debt is a brake. Moreover, the tax revenues of the countries in the zone are highly dependent on import-export activities and the increase in population is causing these revenues to fall, indicating that it is necessary to move towards a consumption tax rather than focusing on personal income tax. We discover a tax revenue crowding out effect linked to official development assistance that undermines the tax effort in a context of institutional weakness. Finally, the paper shows that the simultaneous achievement of the objectives of reducing inequality on the one hand and increasing tax revenues on the other is unrealistic in a context of poor governance.

Keywords: *Tax revenues, Governance, Inequality, Sub-Saharan Africa.*

J.E.L. Classification: *O11 – O23 – H20 – D63*

Received for publication: 20200914

Final revision accepted for publication: 20210628

1. Introduction

La mobilisation des revenus fiscaux est l'un des problèmes majeurs du développement économique. En effet, les revenus fiscaux contribuent à accroître les ressources publiques qui permettent à l'État d'assurer ses missions régaliennes en offrant des biens publics dans les meilleures conditions d'efficacité, pour les services sociaux ou encore pour le financement de la dette publique ou du déficit public. En dépit de ces avantages reconnus, les pays en développement sont confrontés aux difficultés de mobilisation des revenus fiscaux. C'est dire que la mobilisation croissante de ces revenus reste un défi pour de nombreux gouvernements, en particulier dans les pays à faible revenu, où un ratio impôts / PIB particulièrement faible.

Nnyanzi et al. (2018) affirme qu'au cours des trois dernières décennies, plusieurs réformes ont été adoptées afin d'accroître la mobilisation des recettes fiscales pour réduire la dépendance à l'égard de l'aide étrangère et d'accroître la solvabilité des prêts publics et privés non concessionnels dans les pays de l'Afrique de l'Est. Selon Brondolo et al. (2008), deux composantes principales expliquent les difficultés dans la mobilisation des revenus fiscaux à savoir la corruption dans l'administration fiscale et douanière à l'origine de l'évasion fiscale et l'instabilité politique. La faiblesse des administrations publiques se traduit par la fragilité des institutions de gouvernance. En effet, Gbewopo A. et al. (2009) montrent que la corruption a un effet négatif sur la mobilisation des recettes publiques mais qu'en raison des opportunités différentes de rentes, elle modifie la structure du prélèvement public au profit des recettes tarifaires assises sur le commerce international au détriment des impôts directs et indirects, dont en particulier la taxe sur la valeur ajoutée.

La gouvernance comprend les traditions et les institutions par lesquelles le pouvoir est exercé dans un pays. Cela inclut le processus par lequel les gouvernements sont choisis, contrôlés et remplacés ; la capacité du gouvernement à formuler et mettre en œuvre efficacement des politiques saines ; et le respect des citoyens et de l'État pour les institutions régissant les interactions économiques et sociales entre eux (North, 1990). C'est donc la raison pour laquelle le rôle de la politique fiscale et en particulier son efficacité dans le développement économique des pays est l'un des sujets les plus débattus en économie. En effet, la fiscalité est l'un des moyens de transfert des ressources du secteur privé au secteur public qui est en même temps au cœur de la lutte contre les inégalités de niveau de vie : elle contribue à la redistribution des revenus entre les catégories les plus riches et celles les plus pauvres même si la polémique sur le sujet est houleuse. En effet, selon Bourguignon (2012) un instrument privilégié pour corriger les inégalités est évidemment l'impôt et plus précisément l'impôt progressif sur le revenu. Comme la hausse de l'inégalité est le fait des plus hauts revenus, la première solution qui viendrait à l'esprit c'est une hausse des taux marginaux supérieurs d'imposition ou l'application *stricto sensu* de la progressivité du système fiscal. En réalité les choses ne sont pas aussi simples que ça car il y a des limites politiques et économiques aux taux d'imposition et il n'est pas sûr qu'une telle mesure permette de corriger tous les aspects de la hausse de l'inégalité. Par conséquent la politique fiscale

efficace devrait rechercher à la fois la hausse des revenus fiscaux du gouvernement et lutter contre les inégalités de revenus qui sont en fait deux objectifs pas souvent compatibles. En effet, des taux d'imposition marginaux sur les revenus les plus élevés sont presque « confiscatoires » selon Bourguignon (*op.cit.*) et découragent l'entreprise et l'investissement ; des taux plus bas sont censés rétablir ces incitations et diminuer la fraude tout en maintenant les recettes fiscales. Il faut arriver comme le propose Atkinson (2016) à répartir plus équitablement les coûts de fonctionnement de l'État et d'obtenir des recettes fiscales supplémentaires pour financer la redistribution.

Le présent papier a pour objectif d'apprécier les effets de la gouvernance sur la mobilisation des revenus fiscaux d'une part et d'autre part de comprendre la relation entre la fiscalité et les inégalités de revenu. A cet effet, la deuxième section présentera la revue de la littérature suivie de la spécification du modèle et des données à la section 3. La quatrième section du papier donnera les résultats d'estimation et leur implication politique et la dernière section conclut.

2. Revue de la littérature

La mobilisation des ressources publiques pour la croissance et le développement demeure un défi pour les pays en développement et a fait l'objet des débats ces dernières années. En effet, le Consensus de Montrrey en 2002 sur le financement du développement a identifié la mobilisation des ressources publiques comme étant l'un des piliers du financement du développement (Runde et al.2014). Ces ressources publiques sont constituées en grande partie par les revenus fiscaux. Les études sur la mobilisation des revenus fiscaux ou tout simplement des ressources publiques se sont focalisées sur la mobilisation et la gouvernance d'une part et d'autre part sur les revenus fiscaux et les inégalités.

2.1 Mobilisation des revenus fiscaux et fonctionnement des institutions

Tahseen et Eatazz (2010) analysent l'effet des variables institutionnelles et structurelles (corruption et gouvernance) sur les recettes fiscales en utilisant un ensemble de données de panel de 25 pays en développement sur la période 1990-2005. Les résultats obtenus par la méthode des moments généralisés (GMM) montrent que la corruption a un effet négatif sur le recouvrement des impôts, tandis que la bonne gouvernance contribue à de meilleures performances en la matière. Dans le même registre, le Parlement européen (2014) examinant la problématique de la mobilisation des revenus fiscaux dans les pays en développement a relevé que les principaux contributeurs aux écarts de revenus fiscaux c'est-à-dire les écarts entre ce qui pourrait être collecté et ce qui est effectivement collecté sont l'évasion et la fraude fiscale, les exonérations fiscales et le partage inéquitable des rentes dans le secteur de l'extraction. Oliveira Luiz E. (2012) examine l'expérience des pays d'Afrique subsaharienne à faible revenu en matière de mobilisation de revenus au cours des dernières décennies. Les régressions économétriques sur données de panel suggèrent que les facteurs structurels, tels que le PIB par habitant, la part de l'agriculture dans le PIB, l'inflation, le degré d'ouverture et les rentes perçues sur les ressources naturelles, sont des éléments essentiels pour expliquer le niveau des recettes fiscales.

C'est le cas également lorsque Benedek D. et al. (2012) réexaminent la relation entre l'aide et les recettes fiscales nationales en utilisant un ensemble de données plus complet couvrant 118 pays pour la période 1980-2009. Dans l'ensemble, leurs résultats corroborent ceux de la littérature empirique d'une relation négative entre l'aide publique au développement (APD) nette et les recettes fiscales nationales, mais cette relation semble s'être affaiblie du fait des efforts accrus déployés pour mobiliser les recettes intérieures dans de nombreux pays. Les auteurs constatent en outre que l'aide publique au développement nette et les subventions sont associées négativement à la taxe sur la valeur ajoutée, aux droits d'accise et à l'impôt sur le revenu mais entretiennent une relation positive avec les taxes à la consommation. Finalement, l'aide a un effet particulièrement négatif sur les recettes fiscales nationales des pays à faible revenu dotés d'institutions relativement faibles.

2.2 Mobilisation des revenus fiscaux et répartition des revenus

Une autre vague de la littérature empirique a cherché à comprendre les liens entre les inégalités de revenu et les revenus fiscaux. En effet, Duncan et Sabirianova (2012) ont analysé l'effet de la progressivité de l'impôt sur la réduction des inégalités de revenu. En ayant recours aux techniques économétriques sur les données de panel d'au moins 400 pays sur la période 1985-2005, ils constatent que la progressivité réduit l'inégalité du revenu observé, mais a un impact beaucoup moins important sur l'inégalité réelle, approximée par l'indice de Gini. Ils montrent également que lorsque les pays sont dotés des institutions faibles, ce différentiel sur l'inégalité observée par rapport à l'inégalité réelle est plus important. Autrement dit la progressivité de l'impôt à des fins de réduction de l'inégalité est efficace lorsque les pays sont démocratiques. Dans le même sillage, Martinez-Vazquez et al. (2014) ont cherché à comprendre le rôle éventuel que joueraient les politiques fiscales et de dépenses publiques sur la répartition des revenus. Ils découvrent que l'impôt progressif sur les revenus des personnes ou des sociétés contribue à la réduction de l'inégalité des revenus.

Martinez-Vazquez et al (*op.cit.*) constatent que, lorsque les économies sont ouvertes ou fortement mondialisées, l'impact des politiques fiscales sur le revenu des sociétés se réduit. Par contre les travaux révèlent que la taxe sur la consommation, les droits d'accise et de douanes ont un impact négatif sur la répartition des revenus. Dans la même dynamique, Wanyagathi (2017) étudie comment les taxes sur la consommation peuvent être utilisées pour réduire la pauvreté et promouvoir l'égalité des revenus au Kenya. Par la méthode des moindres carrés ordinaires, l'auteur montre que la taxe à la consommation est positivement corrélée au PIB par habitant et recommande l'usage restreint des taux différenciés. En effet, ces derniers ne doivent concerner que les pauvres et que des taux plus bas doivent s'appliquer sur les produits de première nécessité pour lesquels les pauvres dépensent une plus grande part de leur revenu par rapport aux riches. Abordant la problématique de la politique fiscale et des institutions du marché du travail sur l'inégalité des revenus, Obadić et al. (2014) montrent, avec des modèles de panel à effets fixes et aléatoires sur la période- 2000-2011 pour les 28 pays de l'Union Européenne, que la politique fiscale, en particulier le choix des taxes mises en œuvre, et les institutions du marché du travail, notamment l'adhésion à un syndicat, réduisent l'inégalité des revenus. Plus tôt, Subarna et Georg (2009) avaient examiné la

relation entre la répartition de revenu et l'efficacité de la politique fiscale dans le cas de certaines économies en transition. Ces auteurs concluent que la répartition des revenus devrait être considérée comme un outil important de l'efficacité de la politique fiscale et pour le cas des pays du champ de l'étude, l'impact de la répartition du revenu sur le multiplicateur de la politique fiscale est clairement négatif.

Les analyses ont également porté sur la relation entre la fiscalité et les inégalités dans les pays de l'OCDE et ceux en développement. En effet, Dao H. et al. (2014) avaient recherché le rôle de la fiscalité dans la réduction des inégalités dans 34 pays de l'OCDE sur la période 1970 à 2010. Les résultats montrent que le poids des recettes fiscales dans l'économie compte bien davantage dans la réduction des inégalités que les caractéristiques de la structure fiscale servant à les collecter. Martorano (2018) en se focalisant sur l'Amérique latine découvre que les modifications fiscales ont favorisé l'égalité depuis le début des années 2000. En particulier, la contribution croissante des impôts directs par rapport aux impôts indirects a favorisé la progressivité du système fiscal et contribué à la réduction d'inégalité bien que l'efficacité de la fiscalité dans la promotion de l'égalité en Amérique latine soit encore limitée par plusieurs facteurs, tels que le faible revenu moyen des taxes, l'impossibilité d'imposer les revenus les plus élevés et la faible contribution des taxes sur la propriété.

Chaudry et Munir (2010) ont cherché à identifier les déterminants de la faiblesse des revenus fiscaux au Pakistan en appliquant les techniques économétriques des moindres carrés ordinaires aux séries temporelles sur la période 1973-2009. Ils découvrent que le degré d'ouverture, la dette extérieure, la masse monétaire, l'aide extérieure et la stabilité politique sont les principaux déterminants de l'effort fiscal. Les résultats indiquent également que la faiblesse des revenus fiscaux s'explique par une base d'imposition étroite, une dépendance accrue par rapport au secteur agricole, l'aide étrangère ou le faible niveau d'alphabétisation. Ils concluent que pour accroître le ratio impôts/PIB, le pays gagnerait à contrôler les inégalités de revenus, la fraude fiscale et les exonérations fiscales.

De toute cette littérature, nous pouvons retenir quelques faits saillants. En effet, le niveau de développement économique, le taux d'ouverture commercial, la masse monétaire, la dette extérieure, la stabilité politique, l'exonération fiscale ou les rentes perçues sur les ressources naturelles sont les principaux déterminants des revenus fiscaux. La corruption a un effet négatif sur le recouvrement des recettes fiscales tandis que la bonne gouvernance les améliore. L'aide étrangère a un effet particulièrement négatif sur les recettes fiscales nationales des pays à faibles revenus et de ceux dotés d'institutions relativement faibles. Il ressort également que la progressivité de l'impôt permet de réduire les inégalités sous certaines conditions et que la répartition des revenus est un outil efficace pour la politique fiscale. Même si le niveau des recettes fiscales permet d'offrir plus de services publics et de transferts aux citoyens, les relations entre celles-ci et les inégalités sont mitigées dans la littérature. On se propose ici d'examiner, dans le cadre d'une analyse économétrique, les liens entre le triptyque revenus fiscaux-gouvernance-inégalités.

3. Spécification du modèle et les données

3. 1 Spécification du modèle

Cette sous-section explique la méthodologie que nous allons mettre en œuvre pour estimer les effets de la gouvernance et des inégalités sur la mobilisation des revenus fiscaux. Notre analyse empirique s'effectue sur un panel de 15 pays sur la période 2000-2016. Le modèle économétrique s'inspire de ceux de Drummond et al. (2012), Wanyagathi (2017), Martinez-Vazquez (2014), Chaudry et Munir (2010) et de Obadić et al. (2014). Il se présente sous sa forme fonctionnelle suivante :

$$\begin{aligned} RFISC_{it} \\ = f(PIBC_{it}, M2_{it}, APD_{it}, DEXT_{it}, OUV_{it}, TPOP_{it}, INF_{it}, KHU_{it}, TPFIS_{it}, INE_{it}, IDE_{it}, \\ MAN_{it}, AGR_{it}, SER_{it}, GPOL_{it}, GECO_{it}, GINS_{it}) \end{aligned}$$

où l'indice i représente la dimension transversale soit le pays et t celle temporelle c'est-à-dire l'année et :

$RFISC_{it}$: est la variable dépendante, elle représente les revenus fiscaux en pourcentage du PIB ;

$PIBPC_{it}$: est le taux de croissance du PIB par tête ; c'est une variable qui approxime la base d'imposition de toute l'activité économique. La croissance du PIB couvre l'ensemble des secteurs de production de l'économie nationale et doit influencer positivement l'accroissement des revenus fiscaux.

$M2_{it}$: est la masse monétaire en pourcentage du PIB. Elle permet d'apprécier l'importance du secteur financier dans le recouvrement des revenus fiscaux. La monétisation de l'économie est sensée accroître les transactions formelles et donc les recettes fiscales.

APD_{it} : est l'aide publique au développement en pourcentage du PIB. L'impact de l'aide étrangère sur les recettes a souvent été abordé dans la littérature, bien que ses effets demeurent ambigus. Les conditions d'aide peuvent affecter la politique fiscale et donc l'assiette fiscale (Baunsgaard et Keen, 2005). Autrement dit, l'aide affecte négativement les revenus fiscaux lorsqu'elle élimine les impôts ou positivement lorsqu'elle engendre des taxes. Son signe est donc indéterminé.

$DEXT_{it}$: est la dette extérieure en pourcentage du PIB. Le degré d'endettement extérieur d'un pays est également lié aux revenus. Comme le démontre Drummond et al. (2012), un pays peut décider d'augmenter ses droits d'importation ou d'autres taxes afin d'avoir des ressources pour faire face au service de la dette. On peut donc s'attendre à ce que les revenus fiscaux augmentent parallèlement.

OUV_{it} : est le degré d'ouverture de l'économie et est donnée par la somme des exportations et des importations, rapportée au PIB. Elle est sensée influencer positivement les revenus fiscaux comme l'ont montré Keen et Simone (2004).

TPOP_{it} : est le taux de croissance de la population. Une forte croissance de la population entraîne un accroissement de la demande des services publics et celui des difficultés du gouvernement à fournir ces services. Alors que ce sont ces derniers qui contribuent aux revenus fiscaux. Par conséquent un signe négatif est attendu.

INFL_{it} : L'inflation est un indicateur des effets des politiques macroéconomiques. Lorsque la situation macroéconomique se dégrade, les revenus fiscaux chutent.

KHU_{it} : est le proxy du capital humain donné par l'indicateur HAI (Human Assets Index) est un indice composite d'éducation et de santé pour l'identification des PMA par la FERDI¹ Le capital humain améliore la productivité des individus et leur permet de participer activement à des décisions de production, de création d'emplois qui améliore la croissance et le développement. Un signe positif est attendu.

TPFIS_{it} : est le taux de pression fiscale. Cette variable capte globalement la part affectée aux ressources fiscales dans la variation du PIB, il permet d'apprécier l'effort dans la mobilisation des ressources fiscales dans une économie. Il est donné par le rapport entre la masse globale des prélevements fiscaux et le produit intérieur brut. La masse globale des prélevements fiscaux est donnée ici par la somme des taxes sur les biens et services, des taxes sur le commerce international et les autres taxes².

INE_{it} : est l'indice de Gini qui donne les inégalités des revenus. Une forte inégalité laisse supposer une faiblesse des niveaux de revenus d'une grande partie de la population et donc une faiblesse de la contribution de celle-ci dans les recettes fiscales. La littérature suggère qu'un taux de chômage élevé accroît les inégalités de revenu et de bien-être car le risque de chômage se situe parmi les plus faibles revenus (Bjorklund, 1991). Donc un signe négatif est attendu.

IDE_{it}: représente les investissements directs étrangers. Ils peuvent expliquer les variations de revenus fiscaux. En effet, certains pays adoptent des politiques fiscales fixant des taux légaux très bas et le traitement fiscal préférentiel sélectif ou des exonérations fiscales ou encore des zones franches pour encourager les décisions d'investissement qui conduisent à une hausse des revenus fiscaux comme l'ont montré Keen et Mansour (2009).

MAN_{it} : est la valeur ajoutée du secteur manufacturier en pourcentage du PIB. Le secteur manufacturier tend à être plus structuré que le secteur agricole des pays en développement. Il devient donc plus facile de percevoir les impôts des premiers. Les

¹ Fondation pour les Etudes et Recherches sur le Développement International.

² Il faut reconnaître avec Amin (2000) que le mode de calcul de la pression fiscale n'est pas uniforme car la composition des prélevements fiscaux n'est pas identique dans tous les pays. En effet, dans les pays industrialisés ceux-ci englobent les cotisations sociales qui sont non négligeables alors que dans les pays en développement la part de cette catégorie n'est pas prise en compte. De plus certains économistes utilisent au dénominateur le produit national brut et non le produit intérieur brut. Nous estimons que le produit intérieur brut reflète mieux le rendement global réel d'une économie. Il est sensé stimuler la croissance des revenus fiscaux.

pays dominés par ce secteur sont susceptibles d'augmenter leurs recettes. Un signe positif est attendu.

AGR_{it} : est la valeur ajoutée du secteur agricole en pourcentage du PIB. L'agriculture dans les pays en développement est généralement une activité de subsistance, de sorte que les pays dominés par ce secteur peuvent être amenés à percevoir moins de recettes fiscales.

SER_{it} : est la valeur du secteur des services en pourcentage du PIB. Le secteur des services regroupe un vaste champ d'activités notamment financières et immobilières, de transport, d'administration, d'éducation, de santé et autres. Plus un pays se développe, plus son secteur tertiaire est large et donc un signe positif est attendu.

$GPOL_{it}$: est la gouvernance politique donnée par la moyenne des deux indicateurs de gouvernance mondiale de la Banque Mondiale³ : « écoute des citoyens et reddition des comptes » et « stabilité politique et violence ». Un signe positif est attendu car l'écoute des citoyens et la stabilité politique permettent de rassurer les populations à payer les impôts.

$GECO_{it}$: est la gouvernance économique donnée par la moyenne des deux indicateurs de gouvernance mondiale : « l'efficience gouvernementale » et « la qualité de la réglementation ». Un signe positif est attendu.

$GINS_{it}$: est la gouvernance institutionnelle donnée par la moyenne des deux indicateurs de gouvernance mondiale : « Etat de droit » et « l'indice de perception de la corruption ». Un signe positif est également attendu car le respect des libertés civiles et la maîtrise de la corruption se traduisent à n'en point douter par une meilleure perception du gouvernement des attentes des populations et surtout la disposition de celles-ci à payer des impôts et donc à moins d'évasion fiscale.

3.2. Les données

Le choix des pays de l'échantillon a été contraint spécialement par la disponibilité des données. Ces dernières sont retirées des indicateurs de développement (WDI, 2018) et des indicateurs de gouvernance mondiaux (WGI, 2018) hormis le proxy du capital humain c'est-à-dire l'indice HAI et celui des inégalités soit l'indice de Gini⁴ (Solt, 2016). Notons que l'inégalité varie entre 0 (égalité parfaite) à 100 (inégalité parfaite) et que les variables de gouvernance sont notées dans un intervalle de -1 (mauvaise gouvernance) à +1 (bonne gouvernance). Il convient donc avant toute analyse de procéder à une

³ <https://databank.banquemonde.org/source/worldwide-governance-indicators>

⁴ L'indice de GINI est donné ici par l'indice SWIID (*Standardized World Income Inequality*) Version 7.1 calculé par l'Université de Harvard et est assez complète que la base de données de la Banque Mondiale où les données manquantes sont importantes. Pour plus d'informations prière visiter le lien : <https://dataVERSE.harvard.edu/dataset.xhtml?persistentId=hdl:1902.1/11992>

description des données dont nous disposons. Le tableau 1 donne la description des variables ainsi que les signes attendus à la marge.

Tableau 1 : Description des variables.

Variable	Obs	Moyenne	Ecart type	Min	Max	Signe attendu
rfisc	324	16.28956	9.005874	0.7797023	58.40779	
pibpc	372	2.40598	5.553604	-22.33077	56.88337	(+)
m2	363	33.52695	21.57969	2.857408	110.7687	(+)
apd	373	8.65552	8.348783	0.2602161	62.1866	(?)
dext	322	59.99276	60.10563	3.89922	446.3671	(+)
ouv	337	0.8778643	0.4741422	0.1305425	3.511057	(+)
tpop	374	2.539365	0.9684329	-2.628656	4.77276	(-)
infl	367	11.16314	38.33523	-35.83668	513.9069	(-)
khu	374	48.36604	19.94642	7.1	95.6	(+)
tpfis	296	11.25738	7.422692	0.4746211	47.1986	(+)
ine	312	44.26731	7.626019	30.4	62.5	(-)
ide	372	5.414988	7.417072	-6.054918	64.3841	(+)
man	355	10.04341	5.120617	1.532609	24.55782	(+)
agr	367	19.5632	14.17734	0.8926961	58.65189	(-)
ser	357	47.04393	13.0249	12.49023	82.58593	(+)
gpol	352	-0.350923	0.7451051	-2.105051	0.9558539	(+)
geco	352	-0.6464368	0.6186936	-1.955798	1.085454	(+)
gins	352	-0.5028482	0.6899498	-1.727213	0.9736297	(+)

Source : nos estimations.

La description des variables du tableau 1 ci-dessus montre que les revenus fiscaux moyens (en pourcentage du PIB) de l'échantillon sur la période étudiée est de 16.29%; la valeur minimale de cette variable est enregistrée en RDC (0.779) en 2006 avec un taux de croissance du produit intérieur par habitant de 1.98% et un taux de pression fiscale de 3.58% tandis que le maximum de cette variable est atteint au Lesotho en 2006 avec un taux de croissance du PIB par habitant de 3.37% et un taux de pression fiscale de 40.04%. Pour ces deux pays à l'année 2006, la gouvernance institutionnelle (gins) est de -1.48 pour la R.D.C et de -0.18 pour le Lesotho ce qui permet de suspecter un lien positif entre revenus fiscaux et gouvernance de manière générale.

La deuxième variable qui nous intéresse est l'indice de Gini. L'indice moyen de l'échantillon est de 44.26 ; son minimum de 30.4 est atteint au Sao Tomé et Principe en 2009 avec un taux de revenus fiscaux de 15.16% et un taux de pression fiscale de 10.42% tandis que le maximum de l'indice de Gini est atteint en Namibie avec 62.5 en 2000. Pour ces deux pays, la gouvernance institutionnelle était de -0.45 pour Sao-Tomé et Principe et de 0.39 pour la Namibie. La dispersion des valeurs de la variable dette extérieure (*dext*) est la plus élevée (60.10) du tableau et mérite que l'on s'y attarde. Le minimum de cette variable est de 3.89% atteint par le Botswana en 2006 avec un indice de Gini de 59.9 et celui de la gouvernance institutionnelle de 0.82; tandis que la valeur

maximale de la variable dette extérieure s'établit à 446.36% au Sao-Tomé et principe en 2001.

De la même manière, la dispersion la plus faible est de 0.47 et concerne la variable qui indique le degré d'ouverture de l'économie (*ouv*) ; la valeur la plus faible de cette variable (0.1305) est réalisée par la R.D.C en 2001 avec un taux de revenus fiscaux de 4.93% et une gouvernance institutionnelle médiocre qui s'établit à -1.47 tandis que la meilleure performance en terme d'ouverture (3.51) est réalisée par la Guinée Équatoriale en 2001 avec un taux de revenus fiscaux de 7.54% et une gouvernance institutionnelle de -1.44.

Le proxy du capital humain (*khu*) est au minimum (7.1) en 2000 et au maximum (95.6) à l'île Maurice en 2016. Le taux de croissance du produit par tête tombe à -22.33% en Sierra Leone pour l'année 2015 en lien certainement avec l'épidémie d'Ebola puisque en 2016 ce taux devient positif pour atteindre 3.77% ; le maximum de cette variable (56.88) est réalisé par la Guinée Équatoriale du fait du boom pétrolier. Ces écarts sont liés aux différences de développement entre les pays mais aussi à la conjoncture économique lorsqu'il s'agit des pays exportateurs des matières premières. Afin de corriger ces écarts, nous choisissons d'utiliser dans les régressions, une transformation logarithmique hormis les variables de gouvernance qui sont dans leur grande majorité négative.

Le tableau 2 issu de la matrice de corrélation entre les différentes variables ressort les principales corrélations pouvant poser quelques problèmes de multicolinéarité entre les variables explicatives susceptibles d'entrainer de ce fait, une instabilité des coefficients estimés. Le premier constat de la matrice en annexe 1 est que toutes les variables de gouvernance sont fortement corrélées entre elles ce qui implique que nous les introduirons séparément dans les différentes régressions.

La variable représentant l'apport du secteur agricole (*agr*) aux revenus fiscaux est négativement et significativement corrélée avec les variables : degré d'ouverture de l'économie (*ouv*), le capital humain (*khu*) et les revenus fiscaux (*rfisc*). Il en est de même pour le taux de croissance de la population (*tpop*) qui est significativement et négativement corrélée aux variables : capital humain (*khu*), taux de pression fiscale (*tpfis*), la masse monétaire (*m2*), secteur de service (*ser*), et aux deux variables de gouvernance (économique et institutionnelle) tandis qu'elle est positivement corrélée au secteur agricole ce qui permet d'affirmer que l'accroissement de la population profite plus au secteur agricole.

Le secteur manufacturier est positivement corrélé aux revenus fiscaux (*rfisc*) et à la masse monétaire en circulation (*m2*). Au regard de ces différentes corrélations on peut avancer que le secteur agricole ne contribue pas aux revenus fiscaux dans les pays du champ de l'étude en raison de son caractère informel ; par contre les deux autres secteurs (manufacturier et service) contribuent significativement à la mobilisation des revenus fiscaux. Enfin, le tableau nous informe également que la variable des inégalités (*ine*) est positivement et significativement corrélée aux revenus fiscaux (*rfisc*) alors qu'un signe négatif est attendu.

Tableau 2 : Corrélations entre quelques variables du modèle

	ouv	tpop	khu	m2	rfisc	gpol	geco
khu	0.5837 (0.000)	-0.6262 (0.000)		0.7400 (0.000)			
tpfis		-0.6046 (0.000)	0.5234 (0.000)		0.7430 (0.000)		
m2		-0.6847 (0.000)					
agr	-0.6401 (0.000)	0.3690 (0.000)	-0.6568 (0.000)		-0.5050 (0.000)		
man	-0.0007 (0.989)	-0.2124 (0.000)	0.0585 (0.278)	0.3836 (0.000)	0.2823 (0.000)		
ser		-0.5428 (0.000)	0.5221 (0.000)	0.5410 (0.000)	0.3990 (0.000)		
ine			0.0988 (0.081)		0.5848 (0.000)		
gpol			0.5720 (0.000)	0.5930 (0.000)			
geco		-0.6553 (0.000)	0.5805 (0.000)	0.6963 (0.000)		0.8135 (0.000)	
gins		-0.6398 (0.000)	0.5540 (0.000)	0.6402 (0.000)		0.8800 (0.000)	0.9340 (0.000)

Notes : la statistique calculée ici correspond au coefficient de corrélation de Pearson. Les valeurs entre parenthèses sont les *p-values* du test de significativité des coefficients de corrélation.
Source : Nos estimations.

4. Les résultats d'estimation et leurs implications politiques

Cette section analyse la relation entre les revenus fiscaux et les inégalités de revenu et la gouvernance à l'aide de l'économétrie des données de panels de 15 pays d'Afrique Subsaharienne sur une période de 17 années (2000-2016). Le panel n'étant pas cylindré, certains tests ne peuvent s'implémenter notamment les tests de stationnarité. Pour éviter donc des difficultés techniques lors des régressions qui, si elles n'étaient pas résolues, aboutiraient à des estimations inefficaces nous procéderons dans un premier temps au test de spécification de Hausman (1978) pour identifier la meilleure spécification. Il s'agira d'examiner lequel des modèles à effets fixes ou à effets aléatoires est plus adaptés à nos données afin de remédier aux problèmes de simultanéité et d'hétérogénéité inobservée des pays de l'échantillon qui peuvent être de nature déterministe ou aléatoire. Le modèle à effets fixe suppose l'existence d'un effet fixe spécifique à chaque individu (pays). La prise en compte d'un effet spécifique n'est effectuée qu'au niveau des résidus, les erreurs sont toujours homoscédastiques. Le modèle à effets aléatoires représente une extension des effets fixes et on suppose là que la spécificité individuelle est sous forme aléatoire autrement dit le terme constant spécifique à l'individu i est aléatoire. Il se décompose en un terme fixe et un terme aléatoire spécifique à l'individu permettant de contrôler l'hétérogénéité individuelle. En regroupant les termes aléatoires du modèle, on obtient une structure à erreurs composés. Ensuite, nous mettrons en œuvre le test

d'hétéroscédasticité de Breuch-Pagan pour vérifier si la variance des erreurs de chaque individu est constante ou non. Enfin, nous pourrons estimer les différents modèles selon les estimateurs appropriés.

4.1. Les résultats

L'hypothèse testée dans la spécification de Hausman est que sous H_0 le modèle doit être spécifié avec des effets individuels aléatoires et l'on doit alors retenir l'estimateur des Moindres Carrés Généralisés (MCG) qui est l'estimateur BLUE. Sous l'hypothèse alternative H_1 , le modèle doit être spécifié avec des effets individuels fixes et l'on doit alors retenir l'estimateur Within (estimateur non biaisé). Lorsque la probabilité du test est inférieure au seuil de 5% alors on rejette l'hypothèse nulle de présence d'effets aléatoires.

Le second test concerne l'hétéroscédasticité. On teste l'homoscédasticité des erreurs (hypothèse nulle) contre l'hétéroscédasticité de ces erreurs (hypothèse alternative). L'idée générale de ce test est de vérifier si le carré des résidus peut être expliqué par les variables explicatives du modèle. Si c'est le cas, il y a hétéroscédasticité et la matrice des variances covariances ainsi que les écart-types sont biaisés et l'inférence est faussée : l'estimateur des MCO n'est plus efficace. Si la probabilité associée au test est inférieure à α , on rejette l'hypothèse d'homoscédasticité. En revanche, si la probabilité est supérieure à α , l'hypothèse alternative d'hétéroscédasticité est acceptée au seuil α .

Le tableau 3 résume les différents tests de Hausman et de Breuch-Pagan de nos deux modèles.

Modèle 1 :

$$\begin{aligned} \ln rfisc_{i,t} = & \alpha_1 + \alpha_2 \ln pibc_{i,t} + \alpha_3 \ln m2_{i,t} + \alpha_4 \ln apd_{i,t} + \alpha_5 \ln dext_{i,t} \\ & + \alpha_6 \ln ouv_{i,t} + \alpha_7 \ln tpop_{i,t} + \alpha_8 \ln infl_{i,t} + \alpha_9 \ln khu_{it} \\ & + \alpha_{10} \ln tpfisc_{i,t} + \alpha_{11} \ln ine_{i,t} + \alpha_{12} \ln ide_{i,t} + \alpha_{13} \ln man_{i,t} \\ & + \alpha_{14} \ln agr_{i,t} + \alpha_{15} \ln ser_{i,t} + \alpha_{16} \ln geco_{it} + \varepsilon_{i,t} \end{aligned}$$

Modèle 2 :

$$\begin{aligned} rfisc_{i,t} = & \alpha_1 + \alpha_2 pibc_{i,t} + \alpha_3 m2_{i,t} + \alpha_4 apd_{i,t} + \alpha_5 dext_{i,t} + \alpha_6 ouv_{i,t} + \alpha_7 tpop_{i,t} \\ & + \alpha_8 infl_{i,t} + \alpha_9 khu_{it} + \alpha_{10} tpfisc_{i,t} + \alpha_{11} ine_{i,t} + \alpha_{12} ide_{i,t} \\ & + \alpha_{13} man_{i,t} + \alpha_{14} agr_{i,t} + \alpha_{15} ser_{i,t} + \alpha_{16} geco_{it} + \varepsilon_{i,t} \end{aligned}$$

Tableau 3 : Résultats des tests de validation

Tests	Statistics	Modèle 1	Modèle 2
Hausman	chi2(15) (P-value)	133.52 (0.0000)	245.01 (0.0000)
Breuch-Pagan	F(15,167) (P-value)	1177.28 (0.0000)	347.99 (0.0000)

Source : nos estimations.

On remarque que dans le cas du test de Hausman l'hypothèse d'effets aléatoires est rejetée car les p-values sont inférieures au seuil de 1%. Dans les deux cas les modèles à effets fixes sont efficaces. Quant au test d'hétéroscléasticité de Breuch-Pagan, on remarque que pour les deux modèles les p-values sont inférieures au seuil de 1%, ce qui conduit au rejet de l'hypothèse nulle d'homoscélasticité. Ceci nous conduit à estimer nos modèles par l'estimateur des Moindres Carrés Généralisés.

Le tableau 4 récapitule les deux régressions de notre modèle. Nous analysons l'impact des inégalités et de la gouvernance économique sur les revenus fiscaux. L'examen du dudit tableau fait apparaître plusieurs faits majeurs, à savoir que le niveau de la dette extérieure (*dext*), le degré d'ouverture de l'économie (*ouv*), le taux de croissance de population (*tpop*), le capital humain (*khu*) c'est-à-dire l'éducation et la santé, le taux de pression fiscale (*tpfis*), les inégalités (*ine*), le secteur agricole (*agr*) ou la gouvernance économique sont très significatifs dans les deux modèles.

Le modèle 1 montre qu'une hausse de 1% du niveau de la dette extérieure entraîne une baisse des revenus fiscaux de 0.10% contre toute attente et celle du degré d'ouverture de l'économie (*ouv*) de 1% conduit à une hausse des revenus fiscaux de 0.42% conformément aux attentes comme Gupta (2007) et Chaudry (2010), ce qui signifie que la libéralisation commerciale et l'amélioration des procédures douanières contribue à la hausse des revenus fiscaux comme l'a montré Rodrik (1998). L'accroissement de la population (*tpop*) est également négatif et très significatif ; une hausse de 1% du taux de croissance de la population fait baisser les revenus fiscaux rapportés au PIB de 0.19% conformément aux travaux de Bouckbech et al. (2018) et de Calahorrano L et al. (2019) qui montrent clairement que l'accroissement de la population a une incidence négative sur les recettes fiscales.

Le capital humain est négatif et significatif de sorte qu'une hausse de cette variable de 1% fait baisser les revenus fiscaux de l'ordre de 0.22%. Ce signe négatif et contraire aux attentes, s'explique par le fait qu'une amélioration du capital humain suppose des investissements dans l'éducation et la santé. Or, que ce soient les matériels ou moyens d'éducation tout comme ceux de santé bénéficient en général d'exonérations fiscales et autres tarifs préférentiels. Par conséquent, pour enclencher les effets bénéfiques du capital humain sur les revenus fiscaux, il faut un certain délai qui varie selon le niveau de développement du pays. Le taux de pression fiscale (*tpfis*) qui apprécie l'effort de mobilisation de revenus fiscaux dans l'économie est très significatif et positif conformément aux attentes. En effet, une hausse de 1% de la pression fiscale fait croître les revenus fiscaux de 0.33%. Il est à noter que la moyenne de la pression fiscale de l'échantillon est de 11.25% alors que dans les pays de l'OCDE, le taux moyen est 34.3% en 2018⁵.

La variable inégalité (*ine*) mesurée par l'indice de Gini est hautement significatif et positif. Autrement dit lorsque les inégalités s'accroissent de 1%, les revenus fiscaux augmentent de 1.89% et c'est fort important. Ce résultat est tout simplement difficile à accepter car il signifie que revenus fiscaux et inégalité de revenu vont dans le même

5 La France est en tête avec 46.3%.

sens. Les travaux de Dunca et Sabirianov (2012) ont montré que la progressivité de l'impôt à des fins de réduction de l'inégalité n'est efficace que lorsque les pays sont démocratiques. Par conséquent, un premier élément d'explications de ce résultat est la faiblesse de la gouvernance politique, économique et institutionnelle dont les moyennes de l'échantillon sont négatives (respectivement -0.35, -0.64, -0.50) avec -1 une mauvaise gouvernance. Le second élément d'explication réside dans l'évasion fiscale, qui est la conséquence de la mauvaise gouvernance. En effet, lorsque la gouvernance est mauvaise les recettes fiscales ont tendance à être capturés directement ou indirectement et donc contribuent à l'accroissement des inégalités. Plus les revenus fiscaux s'accroissent plus certains groupes d'individus s'enrichissent. D'où l'évolution dans le même sens des revenus fiscaux et des inégalités.

La variable de gouvernance économique (*geco*) est très significative et positive de sorte qu'un accroissement de cette variable de 1% fait croître les revenus fiscaux de 0.20% conformément à la littérature (Brondolo, 2008 ; Gbewopo, 2009 ; Tahseen et Eatzaz, 2010).

Le secteur manufacturier tout comme celui de l'agriculture sont positifs et très significatif. Le secteur agricole, pressentie comme non pourvoyeur de recettes fiscales en raison de son caractère de subsistance, contribue à n'en point douter dans notre cas à augmenter les revenus fiscaux. Autrement dit, aussi bien les matières premières que les intrants, font l'objet de la fiscalité directe ou indirecte. Par conséquent, une hausse de 1% de la valeur ajoutée du secteur agricole fait croître les revenus fiscaux de 0.22%.

Ainsi donc, que ce soit l'accroissement du produit par tête (*pibpc*) qui est négatif mais non significatif, ce qui est contraire aux attentes car le produit par tête indique la capacité à payer les taxes des citoyens. Comme dans le cas des travaux de Chaudry et Munir (2010), une hausse du produit par tête entraîne la baisse des revenus fiscaux. L'explication vient des difficultés de collecte des taxes directes ou indirectes et du degré de l'évasion fiscale.

L'aide publique au développement (*apd*) n'est pas significative et de signe négatif comme l'ont obtenu Boukbech et al. (2019). Selon Baunsgaard et Keen (2005), les conditions d'aide peuvent affecter la politique fiscale et donc l'assiette fiscale. Ce résultat est identique à celui de Nnyanzi J. B. et al. (2018) dans le cas des pays de l'Afrique de l'Ouest et Drummond et al. (2012) pour les pays d'Afrique Subsaharienne.

Tableau 4 : Résultats des estimations

Modèles Variable expliquée	Modèle 1 Ln(rfisc)	Modèle 2 rfisc
Effets fixe/ Aléatoire (Estimateur)	E.Fixe (MCG)	E. Fixe (MCG)
pibpc	-0.0312 (-1.67)	0.0220 (0.47)
m2	-0.1430 (-1.27)	0.0000 (0.00)
apd	-0.0428 (-1.60)	-0.0629 (-1.41)
dext	-0.1048*** (-3.60)	-0.0218*** (-3.41)
ouv	0.4202*** (5.02)	5.1810*** (3.59)
tpop	-0.1930*** (-3.15)	-1.1044** (-2.36)
infl	-0.0083 (-0.40)	0.0644*** (4.38)
khu	-0.2270** (-2.24)	-0.0936** (-2.65)
tpfis	0.3326*** (4.97)	0.5670*** (8.03)
ine	1.8938*** (6.76)	0.4321*** (7.78)
ide	0.0268 (1.12)	-0.0898 (-1.41)
man	0.2229*** (5.65)	0.0359 (0.64)
agr	0.2289*** (4.20)	0.0919** (2.91)
ser	0.1263 (1.10)	0.0825** (2.86)
geco	0.2085*** (4.69)	2.6044*** (5.24)
constante	-4.7019*** (-3.64)	-10.76** (-2.13)
Observations	113	171
Nombre de pays	22	22
Chi2 (15)	586.81	744.74
(P-value)	(0.000)	(0.000)

Notes : ***, **significatif au seuil respectif de 1% et 5%. Entre parenthèses, en dessous des coefficients, la valeur z de l'estimateur de MCG. **Source** : Nos estimations.

Il faut relever, par ailleurs, que la dette extérieure (*dext*), le degré d'ouverture de l'économie (*ouv*) et le taux de croissance de la population (*tpop*) sont très significatifs au seuil de 1%, ce qui signifie que la hausse du niveau de la dette extérieure de 1% fait baisser les revenus fiscaux de 0.10% contrairement aux attentes. En effet, Pucci et Turiel (2011) montrent dans le cas de la France que la baisse des impôts a contribué à augmenter le ratio dette publique sur le PIB. La dette extérieure serait positivement corrélée aux revenus fiscaux que si elle permet d'offrir plus de services publics et donc d'accroître les dépenses publiques source de recettes fiscales. Or, dans un contexte de mauvaise gouvernance, la dette extérieure sert à des investissements moins ou pas du tout productifs. D'où la relation négative entre les deux variables (*dext* et *rfisc*). Il n'en demeure pas moins que cette relation est mitigée dans la littérature (FMI, 2011). La hausse du degré d'ouverture de 1% améliore les revenus fiscaux de 0.42%. Il apparaît clairement la dépendance des pays de l'échantillon vis-à-vis des impôts assis sur le commerce international comme l'ont montré Keen et Simone (2004) puis Gbewopo et al. (2009).

Enfin, le taux de croissance de la population est très significatif et négatif comme Boukbech et al. (2019), montrant qu'une hausse de 1% du taux de croissance de la population conduit à une baisse des revenus fiscaux de 0.19%. Autrement dit des difficultés de recouvrement des impôts et taxes apparaissent avec l'accroissement de la population laissant supposer une faiblesse dans la gouvernance.

4.2. Les implications politiques

Nos résultats ont des implications en ce qui concerne l'élaboration des politiques publiques. En effet, dans la quête d'une forte mobilisation des revenus fiscaux, une grande attention est portée, à juste titre d'ailleurs, sur la pression fiscale, la fraude et l'évasion fiscale sans privilégier la qualité des ressources humaines. Le capital humain, dans sa dimension d'éducation et de santé, est un des atouts majeurs pour réussir la mobilisation des revenus fiscaux. L'apport du secteur des services, toujours privilégié pour sa contribution aux revenus fiscaux, est mitigé voire insignifiant et donc il est impérial de diversifier et dynamiser les secteurs manufacturier et agricole qui permettraient de réduire la dépendance de ces revenus au regard des activités d'import-export. La lutte contre les inégalités, en faisant recours à la fiscalité, pose quelques difficultés car de fortes inégalités coexistent avec des revenus fiscaux importants. En effet, l'accroissement de la population qui réduit les recettes fiscales signifie qu'il faille modifier la manière de prélever les recettes de l'État, actuellement basée sur l'impôt sur les revenus des personnes, pour privilégier la taxe à la consommation ou autres par exemple. L'effort de bonne gouvernance politique, économique et institutionnelle devrait être constant pour que la fiscalité puisse être un outil de lutte contre les inégalités.

5. Conclusion

Cet article a examiné les liens entre les revenus fiscaux et la gouvernance politique et économique d'une part et a apprécié le rôle que peut jouer les inégalités de revenus dans la mobilisation de ces revenus. Pour cela, nous avons utilisé les données de panel de 22 pays d'Afrique Subsaharienne sur une période s'étendant de 2000 à 2016. En ayant recours à l'estimateur des moindres carrés généralisés des revenus fiscaux sur un ensemble de variables indépendantes communément utilisés y compris l'indice de Gini. La principale conclusion est que la mobilisation des revenus fiscaux ne peut être optimale en l'absence de la bonne gouvernance politique et économique. Nos résultats sont compatibles avec les conclusions de la littérature empirique qui indiquent que l'aide publique au développement n'affecte en rien les revenus fiscaux, que la dette extérieure est un frein à l'accroissement desdits revenus ou encore que ces revenus dépendent fortement du commerce international et que la pression fiscale permet effectivement de les augmenter. Nous découvrons également que les investissements directs étrangers n'expliquent pas l'importance des revenus fiscaux ainsi que le secteur des services et qu'il existe un délai, variable selon le niveau de développement de chaque pays, dans l'investissement du capital humain pour enclencher les effets bénéfiques sur lesdits revenus. Par contre les secteurs manufacturier et agricole sont plus pourvoyeur des revenus fiscaux que celui des services dans notre cas. Nous découvrons finalement que la lutte contre les inégalités et la quête d'une forte mobilisation des revenus fiscaux ne sont pas compatibles dans un contexte de mauvaise gouvernance.

7. Références bibliographiques :

- Atkinson Anthony B. (2016) "Inégalités" Seuil.
- Amin, A. Aloysius (2000) "Equité, effets macroéconomiques et efficacité de la politique sur les revenus". *4e Séminaire Politique de Haut Niveau organisé par le CREA, à Gaborone, Botswana, février.*
- Baunsgaard, T., M. Keen (2005) "Tax Revenue and (or?) Trade Liberalization" *International Monetary Fund Working Paper 05/112.*
- Benedek D., Crivelli E., Gupta S., Muthoora P. (2012) "Foreign Aid and Revenue: Still a Crowding Out Effect?" *International Monetary Fund Working Paper 12/186.*
- Bjorklund, A. (1991) "Unemployment and Income Distribution: Time-Series Evidence from Sweden" *Scandinavian Journal of Economics*, 93(3): 457.
- Boukbech R., Bousselhami A., Ezzahid E. (2019) "Determinants of tax revenues: Evidence from a sample of Lower Middle Income countries". *MPRA Paper* No. 90268 <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/90268/>
- Boulier, B. (1975) "The effects of demographic variables on income distribution" *Woodrow Wilson School Discussion Paper* No. 6. Princeton University: Princeton, N.J.

- Bourguignon F. (2012), « La mondialisation de l'inégalité », *Seuil et la République des Idées*.
- Brondolo, J., Salvini C., Borgne E., Bosch F. (2008) « Tax Administration Reform and Fiscal Adjustment : The case of Indonesia » *International Monetary Funds Working paper* 08/129.
- Brun J.-F., Chambas G., et Guérineau S. (2007) « Aide et mobilisation fiscale dans les pays en voie de développement » *Agence Française de Développement*, N° 21.
- Calahorrano L., Rebeggiani L., Stöwhase S. and Teuber M. (2019) “Demographic Change and Tax Revenues – Results from a Large Microsimulation Model for Germany” *Journal of Economic Policy Reform*, Vol. 22, issue 4.
- Chaudry I. S., Munir F. (2010) “Determinants of Low Tax Revenue in Pakistan” *Pakistan Journal of Social Sciences* (PJSS), Vol. 30, No. 2 pp. 439-452.
- Dao, H., Godbout L. (2014) « Le rôle de la fiscalité dans la réduction des inégalités : doit-on se soucier de la structure fiscale servant à prélever les recettes ? » *L'Actualité économique*, 90 (4), 303-327.
- Drummond P., Daal W., Srivastava N., Oliveira Edgard L. (2012) “Mobilizing Revenue in Sub-Saharan Africa: Empirical Norms and Key Determinants” *International Monetary Fund Working paper* 12/108.
- Duncan D., Sabirianova K. P. (2012) « Unequal Inequalities: Do Progressive Taxes Reduce Income Inequality?” *IZA Discussion Paper* No. 6910.
- European Parliament (2014) “Tax revenue mobilization in developing countries: issues and challenges” *Directorate-General for External Policies of the Union. DIRECTORATE B*
- Fonds Monétaire International (2011) « Mobilisation des recettes dans les pays en développement ». *Département des finances publiques*.
- Gbewopo A., Chambas G., Combes J-L. (2009) « Corruption et mobilisation des recettes publiques : une analyse économétrique » *Recherches Economiques de Louvain*, Vol.75, pp. 229-268.
- Gupta, A.S. (2007) « Determinants of Tax Revenues Efforts in developing Countries » *International Monetary Fund Working Paper* 184.
- Huasman J. (1978) “Specification tests in econometrics” *Econometrica*, Vol. 46, No 6, pp. 1251-71
- Keen, M., Mansour M. (2009) “Revenue Mobilization in Sub-Saharan Africa: Challenges from Globalization”. *International Monetary Fund Working Paper* 09/157.

- Keen, M., Simone, A. (2004) "Tax policy in developing countries: Some lessons from the 1990s and some challenges ahead" *Journal Helping Countries Develop: The Role of Fiscal Policy*. 302-352.
- Martinez-Vazquez J., Vulovic V., Dodson B. M. (2014) « The Impact of Tax and Expenditure Policies on Income Distribution: Evidence from a Large Panel of Countries » *Hacienda Pública Española* 200.
- Martorano B. (2018) "Taxation and inequality in developing countries: lessons from the recent experience of latin america" *Journal of International Development*, Vol. 30. pp. 256-273.
- Nnyanzi J. B., Bbale J. M., Sendi R. (2018) "Financial Development and Tax Revenue: How Catalytic Are Political Development and Corruption? *International Journal of Economics and Finance*; Vol. 10, No. 8; 2018
- North D., (1990) "Institutions, Institutional Change, and Economic Performance", *Cambridge University Press*.
- Obadić A., Šimurina N., Sonora R. (2014) "The effects of tax policy and labour market institutions on income inequality" https://www.researchgate.net/publication/263969093_The_effects_of_tax_policy_and_labour_market_institutions_on_income_inequality
- Oliveira Luiz E. (2012) "Mobilizing Revenue in Sub-Saharan Africa: Empirical Norms and Key Determinants" *International Monetary Fund Working Paper* 12/108.
- Pucci M., Turiel B. (2011) "Réductions d'impôts et dette publique en France" *Revue de l'OFCE* 116.
- Rodrik, D. (1998) "Why do More Open Economies have Bigger Governments?" *Journal of Political Economy*, Vol. 106, pp. 997-1032
- Runde R., Savoy C.M., Perkins C.M. (2014) "Taxes and development: The Promise of Domestic Resource Mobilization" *Centre for Strategic and International Studies*. Washington, DC.
- Solt Frederick (2016) "The Standardized World Income Inequality Database" *Social Science Quarterly*, Vol. 97, No 5
- Subarna K. S., Georg Cerf J. (2009) "Income Distribution and the Effectiveness of Fiscal Policy: Evidence from some Transitional Economies" *Journal of Economics and Business*, Vol. XII, No 1
- Tahseen A., Eatzaz A. (2010) "The Effect of Corruption and Governance on Tax Revenues" *The Pakistan Development Review* Vol. 49, issue 4, 405–417.
- Wanyagathi A. M. (2017) "The Effect of Consumption Taxes on Poverty and Income Inequality in Kenya" *International Journal of Accounting and Taxation*, Vol. 5, No. 2, pp. 56-82.

Annexe : Tableau de corrélation de Pearson

	rfisc	pi bpc	m2	apd	dext	ouv	tpop	infl	khu	tpfis	ine	ide	man	agr	ser	gpol	geco	gins	
rfisc	1																		
pi bpc	0.0355 (0.5344)	1																	
m2	0.3557	0.0403 (0.0000)	1																
apd	0.3440 (0.0000)	0.0313 (0.5476)	0.3082 (0.0000)	1															
dext	0.1954 (0.0010)	0.1397 (0.0122)	0.1669 (0.0031)	0.4788 (0.0000)	1														
ouv	0.3967 (0.0000)	0.3225 (0.0000)	0.3336 (0.0000)	0.4526 (0.0000)	0.0481 (0.4164)	1													
tpop	0.5764 (0.4386)	0.0403 (0.0000)	0.5847 (0.0000)	0.2426 (0.2298)	0.0671 (0.2580)	0.2580 (0.0000)	1												
infl	0.0459 (0.4352)	0.1097 (0.0362)	0.1452 (0.0061)	0.0280 (0.5928)	0.1147 (0.0410)	0.0423 (0.4441)	0.0492 (0.3473)	1											
khu	0.4487 (0.0000)	0.0224 (0.6673)	0.7400 (0.0000)	0.3590 (0.0000)	0.0422 (0.0410)	0.5837 (0.0000)	0.6262 (0.0000)	0.1620 (0.0018)	1										
tpfis	0.7430 (0.0000)	0.0294 (0.6143)	0.3701 (0.0000)	0.2511 (0.0000)	0.1186 (0.0577)	0.5501 (0.0000)	0.6046 (0.0088)	0.1533 (0.0000)	0.5234 (0.0000)	1									
ine	0.5548 (0.0000)	0.0022 (0.9689)	0.0727 (0.2074)	0.3168 (0.0000)	0.2233 (0.0002)	0.0819 (0.1694)	0.2117 (0.0002)	0.0717 (0.2091)	0.0988 (0.0814)	0.4278 (0.0000)	1								
ide	0.0043 (0.9390)	0.2786 (0.0000)	0.0226 (0.6686)	0.0107 (0.8365)	0.1014 (0.0691)	0.5178 (0.0000)	0.0567 (0.2756)	0.0557 (0.2884)	0.2073 (0.0001)	0.0867 (0.1368)	0.0548 (0.3357)	1							
man	0.2823 (0.0000)	0.1260 (0.0177)	0.0585 (0.2789)	0.1895 (0.0003)	0.0728 (0.2009)	0.0007 (0.9898)	0.2124 (0.0001)	0.0185 (0.7315)	0.1398 (0.0083)	0.1968 (0.0008)	0.0617 (0.2911)	0.1799 (0.0007)	1						
agr	0.5050 (0.0000)	0.0130 (0.8039)	0.3836 (0.0000)	0.4437 (0.0000)	0.0390 (0.4856)	0.6401 (0.0000)	0.3690 (0.5355)	0.0288 (0.0000)	0.6568 (0.0000)	0.4239 (0.0000)	0.3808 (0.0000)	0.1738 (0.0008)	0.3015 (0.0000)	1					
ser	0.3990 (0.0000)	0.0434 (0.4143)	0.5410 (0.0000)	0.0631 (0.2344)	0.2248 (0.0001)	0.2383 (0.0000)	0.5428 (0.0000)	0.0772 (0.1496)	0.5221 (0.0000)	0.3748 (0.9386)	0.0044 (0.0441)	0.1068 (0.0075)	0.3568 (0.0000)	1					
gpol	0.4632 (0.0000)	0.0283 (0.5972)	0.5930 (0.0000)	0.1166 (0.0789)	0.1057 (0.0661)	0.1447 (0.0099)	0.5224 (0.0000)	0.2374 (0.0000)	0.5720 (0.0000)	0.4682 (0.0005)	0.0226 (0.6733)	0.1467 (0.0071)	0.3214 (0.0000)	0.4433 (0.0000)	1				
geco	0.4395 (0.0000)	0.0326 (0.5431)	0.6963 (0.0000)	0.2348 (0.1497)	0.1996 (0.0811)	0.0811 (0.6553)	0.2030 (0.0001)	0.5805 (0.0001)	0.3959 (0.0000)	0.1961 (0.0005)	0.1260 (0.1398)	0.3182 (0.0182)	0.4429 (0.0104)	0.8135 (0.0000)	1				
gins	0.4688 (0.0000)	0.0519 (0.3330)	0.6402 (0.0000)	0.1755 (0.002)	0.2118 (0.3079)	0.0574 (0.0000)	0.6398 (0.0000)	0.1950 (0.0000)	0.5540 (0.0000)	0.4860 (0.0000)	0.2196 (0.0001)	0.1167 (0.0288)	0.1954 (0.0003)	0.2851 (0.0000)	0.4429 (0.0000)	0.8800 (0.0000)	0.9340 (0.0000)	1	